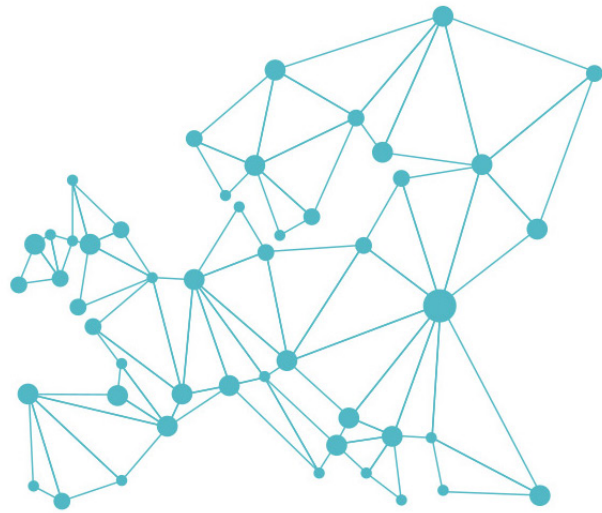


LA VOIE EUROPEENNE POUR UN FUTUR MEILLEUR



CIVICO
• • • europa

CONTRIBUTION A LA REFLEXION
SUR LE FUTUR DE L'UNION EUROPEENNE

en réponse à la demande des présidents de la Commission
européenne et du Conseil européen



SIGNATAIRES

Guillaume KLOSSA (FR), auteur, initiateur of CIVICO europa, président émérite et fondateur d'EuropaNova, ancien sherpa du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe (Conseil européen); **Alberto ALEMANNI** (IT), Professeur de droit communautaire, HEC Paris, NYU School of Law, cofondateur The Good Lobby ; **László ANDOR** (HU), économiste, ancien commissaire européen; **Lionel BAIER** (CH), réalisateur ; **Miklós BARABÁS** (HU), directeur de la Maison Européenne de Budapest ; **Mars DI BARTOLOMEO** (LU), président du Parlement luxembourgeois ; **Mercedes BRESSO** (IT), députée européenne (S&D), ancienne présidente du comité des régions ; **Elmar BROK** (DE), député européen (PPE), président de l'Union Européenne des fédéralistes ; **Daniel COHN-BENDIT** (DE-FR), ancien président du groupe "Les Verts" du Parlement européen ; **Philippe DE BUCK** (BE), ancien directeur général de BusinessEurope ; **Georges DASSIS** (GR), syndicaliste, président du Comité économique et social européen ; **Paul DUJARDIN** (BE), directeur général de BOZAR; **Isabelle DURANT** (BE), ancienne vice-présidente du Parlement européen, ancienne vice-première ministre de Belgique, députée Ecolo au Parlement de Bruxelles-Région ; **Cynthia FLEURY** (FR), philosophe ; **Markus GABRIEL** (DE), philosophe ; **Felipe GONZALEZ** (ES), ancien président du Conseil, ancien président du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe ; **Sandro GOZI** (IT), secrétaire d'Etat aux affaires européennes ; **Ulrike GUEROT** (DE), professeur et directrice de « the European democracy lab » ; **Danuta HUEBNER** (PL), ancienne commissaire européenne, présidente du comité des affaires constitutionnelles du Parlement européen (PPE); **Alain JUPPE** (FR), ancien Premier ministre de la République française, maire de Bordeaux ; **Christophe LECLERCQ** (FR), entrepreneur et fondateur d'EurActiv ; **Jo LEINEN** (DE), député européen (S&D), président du Mouvement européen; **Robert MENASSE** (AT), écrivain ; **Ferdinando NELLI FEROCI** (IT), ambassadeur, ancien commissaire européen ; **Johanna NYMAN**, ancienne présidente du European Youth Forum ; **Sofi OKSANEN** (FI), écrivain ; **Rosen PLEVNELIEV** (BG), ancien président de la République de Bulgarie ; **Sneska QUAEDVLIIEG-MIHAILOVIC** (NL/SERBIA), secrétaire générale de Europa Nostra ; **Robin RIVATON** (FR), essayiste ; **Maria João RODRIGUES** (PT), ancienne ministre, vice-présidente du groupe des Socialistes et Démocrates, Parlement européen ; **Taavi ROIVAS (EST)**, ancien Premier ministre d'Estonie; **Petre ROMAN** (RO), ancien Premier ministre de Roumanie ; **Jochen SANDIG** (DE), directeur artistique de Sasha Waltz and Guests ; **Roberto SAVIANO** (IT), écrivain ; **Nicolas SCHMIT** (LU), ministre du travail, de l'emploi et de l'immigration du Grand-duché du Luxembourg ; **Gesine SCHWAN** (DE), présidente de la plateforme Humboldt-Viadrina Governance ; **Denis SIMONNEAU** (FR), président du think-tank EuropaNova ; **René VAN DER LINDEN** (NL), ancien ministre des affaires européennes du Royaume des Pays-Bas, ancien président du Sénat, ancien président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe ; **Guy VERHOFSTADT** (BE), ancien Premier ministre du Royaume de Belgique, président du groupe ALDE du Parlement européen ; **Vaira VĪĶE-FREIBERGA** (LV), ancien présidente de Lettonie ; **Cédric VILLANI** (FR), mathématicien, Médaille Fields ; **Luca VISENTINI** (IT), secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats ; **Leendert DE VOOGD** (NL), entrepreneur, ancien directeur de TNS Europe ; **Sasha WALTZ** (DE), chorégraphe, danseuse and leader de la compagnie Sasha Waltz and Guests.

EQUIPE EDITORIALE

Anthony Ferreira, Guillaume de la Brosse, Francesca Ratti and Wytze Russchen.



CIVICO EUROPA

CIVICO europa trouve son origine dans le Mouvement du 9 Mai (M9M), un groupe informel de personnalités qui s'est formé à l'initiative de représentants de la société civile et qui a été rejoint par des personnalités politiques de tous bords. Venus des quatre coins du continent, ces personnalités de tous horizons, de tous profils, et de toutes générations, ont décidé de s'engager collectivement et dans la durée pour contribuer à donner un nouvel élan au projet européen dans un monde en mutation radicale. Leur ambition : réinventer le projet européen plaçant les citoyens au centre de la dynamique.

Dans un contexte d'essoufflement démocratique, nous pensons qu'il est temps de réinventer le lien unissant les citoyens européens à leurs dirigeants, de développer une véritable compréhension partagée des défis communs à relever, d'associer nos concitoyens aux processus de définition des priorités politiques et de construction des politiques publiques, et ce afin de répondre aux nouvelles exigences de citoyens en recherche d'un rôle plus actif dans nos démocraties. Ensemble, nous pensons que c'est la meilleure manière de répondre à la crise de confiance à l'égard des institutions tant nationales qu'européennes que nous connaissons au sein des sociétés européennes, crise qui touche plus largement l'ensemble des sociétés démocratiques avancées. Cette inévitable réinvention démocratique constitue l'unique chemin que l'Union européenne peut emprunter afin de rester une référence et une source d'inspiration majeures pour ses citoyens et le reste du monde.

Nous avons ainsi décidé de fonder CIVICO europa, afin de donner corps au renouveau de la démocratie européenne et dans l'objectif de mettre en place une véritable 'Plateforme civique européenne', capable de donner les moyens aux citoyens qui le souhaitent, de façonner ensemble ce nouveau chapitre de l'histoire européenne.

ETAPES CLES

9 MAI 2016

17 personnalités européennes lancent à l'initiative de Guillaume Klossa un appel en faveur d'une Renaissance européenne. L'Appel du 9 mai est publié dans 13 pays et soutenu par des milliers de citoyens.

26-27 JUIN 2016

A l'issue du référendum britannique, un second appel est lancé aux Chefs d'Etat et de gouvernement pour initier une feuille de route, indépendante du processus du Brexit, visant à reconnecter les citoyens au projet européen. C'est la naissance du mouvement du 9 mai.

OCTOBRE 3 AND 28, 2016

Jean-Claude Juncker et Donald Tusk, présidents de la Commission européenne et du Conseil, rencontrent le Mouvement du 9 Mai et leur demandent une contribution sur la relance de l'Union européenne au delà du Brexit qui mette le citoyen au coeur du processus

16 NOVEMBRE 2016

4e appel dans le contexte de l'élection du nouveau Président américain, en faveur d'une Europe politique, démocratique, sociale, culturelle et écologique, soutenue par une politique étrangère et de défense crédible. M9M annonce la création d'une plateforme civique transnationale.

10 JUIN 2016

Dans le cadre d'une série de réunions avec les Chefs d'Etat et de gouvernement et de leur sherpas, ces personnalités rencontrent en premier lieu le Président de la République française qui les invite à lancer des conventions citoyennes partout en Europe.

22 AOÛT 2016

Publication d'une tribune sur l'éducation et la jeunesse à l'attention du Président Hollande, de la Chancelière Merkel, et du Premier Ministre Renzi à l'occasion d'une réunion extraordinaire à Ventotene en Italie.

OCTOBRE 2016 - FEVRIER 2017

Lancement d'une série d'événements et de débats participatifs, testés à Paris (15 octobre 2016) et à Bratislava (17 février 2016). M9M met en place une task-force pour de nouvelles conventions des citoyens, permettant aux Européens d'influencer le futur de l'UE et de contribuer à en fixer les priorités.

20 MARS 2017

Naissance de CIVICO Europa et publication de sa contribution au futur de l'Union européenne, "la voie européenne pour un meilleur futur".



PREFACE

La présente contribution est le résultat d'un travail mené par le Mouvement du 9 Mai – aujourd'hui CIVICO europa - amorcé à partir du 9 mai 2016 afin de réinventer le projet européen. Il s'agit d'un travail interdisciplinaire, bénévole et collectif regroupant des responsables de différentes sensibilités, générations et horizons de toute l'Europe.

Ce document répond à la demande d'une réflexion sur la relance et le futur de l'Europe effectuée par les Présidents de la Commission européenne et du Conseil européen aux membres du Mouvement du 9 Mai. Cette contribution vise à inspirer durablement les dirigeants de l'Union européenne et l'agenda de relance de l'UE, tel qu'il pourrait commencer à être adopté à l'occasion du 60^e anniversaire du traité de Rome. Cet agenda doit à notre sens donner lieu à une feuille de route concrète visant à sa mise en œuvre rapide.

Notre approche et la plupart de nos propositions peuvent donner lieu à un consensus large. Elles sont ambitieuses, pragmatiques mais concrètes. Elles peuvent être mises en œuvre rapidement dans le cadre des traités existants. Nous avons placé l'intérêt des citoyens au cœur de notre réflexion et de nos propositions.

Notre profonde conviction est que l'Union a contribué à améliorer la qualité de vie des Européens pendant des décennies. Elle a promu l'équité, la cohésion, l'inclusivité et l'ouverture des sociétés européennes. Elle a été garante de paix, de sécurité et de stabilité et a permis de renforcer les libertés et droits fondamentaux. Nous avons toutefois assisté à l'érosion de ces bénéfices ces derniers dix ans: la fragmentation et les inégalités se sont développées, la mondialisation a engendré des peurs. Pour que les bénéfices de l'Union soient maintenus dans un environnement radicalement nouveau, l'Europe a besoin de se repenser et de réécrire un nouveau chapitre de son histoire, tout en mobilisant ses citoyens. La meilleure arme contre la peur est de comprendre ensemble les défis que nous devons affronter et de mobiliser nos sociétés au profit de solutions positives et collaboratives. Nous ne devons pas opposer fierté nationale et ambition européenne; l'une et l'autre doivent au contraire se renforcer mutuellement pour forger un intérêt général européen.

Nous croyons au caractère exceptionnel et à la singularité du projet européen, qui repose sur:

- la mise en commun de certaines compétences des Etats membres, qui sont mieux exercées ensemble qu'individuellement;
- le renforcement mutuel des Etats membres et de l'Union;
- un effort continu d'association des citoyens à la réflexion et au processus de prise de décision.

Cette contribution est adressée aux citoyens européens et aux responsables politiques. Elle a été envoyée aux chefs d'Etat et de gouvernement et aux décideurs politiques européens dans le but de nourrir leur réflexion sur le futur de l'Union.



INTRODUCTION

_ I _

LE MONDE ACTUEL

Partout dans le monde, nous avons assisté ces dernières décennies à des progrès économiques et technologiques sans précédent. La mondialisation et les interconnexions économiques entre les différentes parties du monde ainsi que le développement de moyens de transport et de communication plus accessibles grâce à la numérisation ont permis de sortir des millions de personnes de la pauvreté et ont contribué à faciliter le dialogue entre les peuples et les cultures. Mais une mondialisation trop peu régulée a aussi accru les inégalités économiques et sociales, tant au sein qu'entre les pays, et a fragilisé les classes populaires et moyennes occidentales.

Le rapide rééquilibrage économique et géopolitique et l'émergence d'un nouveau monde multipolaire ont bouleversé les repères traditionnels des populations en particulier dans les pays développés. A titre d'exemple, les Etats membres de l'Union européenne pèseront bientôt moins de 5% de la population mondiale, et leur contribution au PIB mondial continuera à décroître rapidement. 4 pays européens étaient ainsi parmi les pays les plus riches du G8 en 2010, il n'en restera qu'un dans 10 ans.

Les défis transnationaux face auxquels les gouvernements semblent impuissants se sont multipliés, sans pour autant que le multilatéralisme et la coopération internationale soient en mesure de trouver des solutions aux problèmes et aux peurs causés par ces défis. Dans un tel contexte, les peurs se multiplient et le nationalisme, le populisme et le repli sur soi fleurissent dans de nombreuses démocraties, en particulier en Europe.

Sans changement systémique, cette dynamique négative continuera. Dans les dix prochaines années, les tensions risquent de s'exacerber au sein et entre les pays. Avec pour conséquence la mise à l'écart, la marginalisation ou l'exclusion des bénéficiaires de la mondialisation de franges importantes de la population.

La croissance mondiale devrait continuer à ralentir durablement, favorisant les tentations de repli, les intérêts nationaux l'emportant alors sur l'idéal d'une collaboration transfrontalière. Les flux migratoires pourraient continuer à croître, alors même que le nombre de personnes déplacées dans le monde atteint le chiffre record de 60 millions de personnes. La 4^e révolution industrielle - caractérisée notamment par la numérisation, le *Big data* et l'intelligence artificielle - et les potentialités du trans-humanisme modifieront notre perception des réalités et renforceront le pouvoir des plateformes numériques dirigées par des oligopoles américains et asiatiques, en même temps que la concurrence mondiale pour les ressources et talents rares va s'intensifier. En parallèle, le vieillissement rapide des populations pourrait accroître les tensions entre générations, accélérant la fragilisation de nos systèmes de solidarité et alimentant les résistances au changement. Dans le même temps, les dérèglements climatiques s'accroîtront. Rarement nous avons eu à faire face à une telle conjugaison d'événements dans notre histoire. Une réinvention collective est indispensable.

Nos Etats et l'Union européenne ne peuvent pas rester à l'abri de telles tendances et de tels phénomènes.



_ II _

L'EUROPE DANS UNE CRISE EXISTENTIELLE

Sur le long terme, le projet européen a été un immense succès. Il a apporté paix, stabilité et liberté et a élargi la prospérité à 500 millions d'Européens pendant des décennies. 60 ans après la signature des Traités de Rome et malgré la fragmentation et le développement des inégalités, l'UE reste un des rares endroits au monde qui allient développement économique et hauts standards de protection sociale et environnementale. Son marché intérieur qui garantit la libre circulation des peuples, des biens, des services et des capitaux, soutenu par une monnaie unique, reste le plus grand marché au monde, en termes de valeur. L'Europe repose sur un socle commun, des valeurs communes de dialogue, de coopération et de compromis, et des droits et libertés fondamentaux reflétés dans la Convention européenne des droits fondamentaux.

Nos sociétés sont le résultat d'une histoire riche, variée mais aussi largement commune qui fait de l'Europe un phare de liberté, de justice, de stabilité et, aux yeux de beaucoup dans le monde, de prospérité. Notre héritage nous a apporté des valeurs et des principes essentiels tels que l'esprit critique, l'égalité homme-femme, la démocratie, l'indépendance de la justice, la protection sociale, la séparation entre l'Etat et la religion, l'égalité, la solidarité, la liberté de penser et de parler et, après deux Guerres mondiales, la paix. Et plus récemment, le développement durable.

Pour autant, les pressions qui pèsent sur les Européens ne cessent de s'accroître tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union. Fait sans précédent, l'administration Trump fait peser un doute sur la solidarité transatlantique. Plus grave, les Etats-Unis pourraient chercher à diviser l'Union. Cette nouvelle donne doit nous conduire à adopter un rôle plus indépendant sur la scène internationale. La Russie à l'est et les énormes flux migratoires liés à une instabilité croissante au Sud de l'Europe rappellent le besoin d'une politique étrangère et de sécurité cohérente fondée sur des analyses et des positions véritablement communes, le besoin d'une dépendance moindre à l'égard des capacités militaires de tiers Etats, et le besoin de nouvelles coalitions. D'autres défis, tels que l'épuisement des ressources naturelles, le changement climatique, une Chine de plus en plus active et la déstabilisation en Afrique confortent l'urgence de consolider la position de l'Europe dans l'ordre global actuel et futur. Enfin, de nouveaux oligopoles reposant sur des plateformes numériques affaiblissent nos industries traditionnelles, alors même que l'absence de masse critique européenne et d'investissement public conséquent limite notre capacité à innover.

En interne, l'Europe souffre d'une crise de confiance et de leadership conjuguée à une fragmentation croissante au sein et entre les Etats membres, entre générations, mais aussi entre les plus riches et les plus pauvres. Choix sans précédent du peuple britannique de quitter l'Union, le Brexit doit constituer une opportunité de sursaut pour les Européens. Le soutien public pour l'Union est mis en question dans d'autres Etats membres, tandis que des sentiments populistes et nationalistes se multiplient partout. « Bruxelles », comme toute autre forme de coopération internationale, est devenue synonyme de léthargie politique, mais aussi celui d'une élite déconnectée des peuples et d'un leadership fragilisé. Pourtant les citoyens continuent à attendre beaucoup de l'Union européenne. Ainsi, depuis le vote en faveur du Brexit, les sondages indiquent un soutien croissant pour le projet européen mais aussi une défiance croissante pour les dirigeants politiques et les médias traditionnels.



_ III _

NOUS EUROPEENS AVONS LE CHOIX

Quatre scénarios sont possibles pour le futur de l'Union:

- le démantèlement, lié à un effet domino du Brexit;
- le statu quo, qui conduirait à une perte d'influence rapide de l'Union dans le monde;
- une impulsion limitée, qui permettrait aux Européens de préserver leur influence à court et moyen termes, mais pas à long terme;
- une nouvelle ambition pour faire de l'Europe une référence mondiale; une puissance véritablement démocratique, politique, économique, industrielle, culturelle et environnementale, reconnue comme telle dans le monde.

Cette dernière option est le choix auquel nous faisons aujourd'hui. Après une analyse fine des conséquences de chacune des options, nous privilégions la dernière. C'est celle qui contribue le plus à stabiliser un monde incertain, à privilégier la coopération pour répondre aux menaces transnationales et à défendre les valeurs et intérêts européens. C'est ainsi que nous renforcerons les Etats membres et l'Union.

Pour mettre en œuvre ce scénario, les Européens ont le devoir de développer une vision commune de leur rôle dans un monde radicalement différent, de se doter de politiques adaptées, s'appuyant sur des ressources financières adéquates et des moyens permettant de sauver l'unité européenne, d'être plus réactif, mieux entendu et mieux suivi.

Cette vision peut impliquer une approche de l'Union européenne à plusieurs vitesses – comme c'est déjà le cas avec la zone euro ou Schengen- ou différenciée. C'est la condition pour faire de ces défis une opportunité pour les Européens, et pour le monde.

A l'inverse, nous craignons que toute autre option ne conduise au rétrécissement de l'influence de l'Europe, menant à un monde plus dangereux, moins équilibré et plus incertain.

Nous appelons les responsables des Etats membres et des institutions de l'Union européennes à réévaluer le projet de l'Union et à écrire avec nos concitoyens un nouvel agenda ambitieux. Les Européens doivent se réinventer, gagner en influence et s'équiper face aux nouveaux défis.

Nous devons aller rapidement vers une Union plus agile, créative, efficace et tangible qui tienne compte des préoccupations et des besoins des Européens, qui associe les citoyens et devienne une source d'inspiration pour le reste du monde.



_ IV _

NOTRE UNION EST LA SEULE OPTION: UNE FEUILLE DE ROUTE DE RELANCE AVEC UN CALENDRIER PRECIS EST INDISPENSABLE

La conduite d'une politique étrangère et de sécurité crédible, une gestion efficace des flux migratoires, la lutte contre le changement climatique, une gouvernance efficace de l'Union économique et monétaire, la pleine exploitation des opportunités offertes par la révolution industrielle et scientifique en cours, la négociation de nouveaux accords commerciaux équilibrés, la conduite de la politique commerciale, la mobilité, la réinvention de nos modèles sociaux, la prévention contre les pandémies, les cyberguerres, la lutte contre le terrorisme ... Tous ces défis ont un point commun: ils ne peuvent pas ou plus être traités exclusivement au niveau national. A la condition qu'une véritable relance soit amorcée, notre Union est la seule option pour défendre nos intérêts, nos valeurs et pour mettre en œuvre nos desseins futurs.

Sans négliger nos intérêts, nous devons d'abord affirmer nos spécificités européennes, nos valeurs et commencer à agir sur la base de l'engagement mutuel. Les Etats membres doivent s'engager à respecter les valeurs fondées sur l'Etat de droit. Dans un monde incertain, l'Europe doit rester ouverte, prête à coopérer mondialement et soutenir ceux qui en ont besoin. Elle doit être prête à mettre en place des coalitions et à travailler avec d'autres partenaires partageant ses valeurs.

Il est temps de renforcer l'unité européenne sur la base d'une plus grande cohésion économique, sociale, culturelle, et politique et d'un approfondissement de la démocratie. Un nouvel agenda ambitieux pourrait être proposé au sommet de Rome en mars, en s'appuyant sur le Livre blanc de la Commission sur le futur de l'Union. Une feuille de route de mise en œuvre de cet agenda avec un calendrier précis devrait être adoptée dans la foulée de la déclaration de Rome.

Une telle feuille de route, montrant que l'Union prend en compte les préoccupations des Européens, est la condition centrale pour les réconcilier avec le projet européen. Nous demandons en conséquence à l'Union de présenter une feuille de route ambitieuse, pragmatique et concrète qui libère le potentiel de coopération et d'approfondissement des traités existants. Nous souhaitons également que le Conseil et à la Commission travaillent à sa mise en œuvre d'ici aux élections européennes de 2019.

La déclaration de Rome devrait ainsi non seulement souligner les progrès, les défis, les ambitions et les objectifs de l'Union, mais aussi affirmer la nécessité et les contours d'une telle feuille de route ainsi que la méthode pour la mettre en œuvre. Ce serait un premier signal concret d'une Europe qui sert les Européens.



La deuxième étape devrait être de transformer cette réconciliation en engagement des citoyens Européens dans un exercice de définition des priorités et des politiques publiques de l'Union plus participatif. La société et les peuples attendent d'être mieux associés aux décisions qui engagent leur avenir. Cette étape doit être amorcée d'ici la fin de l'année et pourrait prendre la forme de conventions citoyennes européennes organisées partout en Europe.

La troisième étape serait la préparation d'une vision commune pour l'Union, avec l'objectif d'adapter ses institutions d'ici à 2022 au plus tard.

_ V _

VERS UNE PUISSANCE EUROPEENNE DEMOCRATIQUE, SOCIALE, INDUSTRIELLE, POLITIQUE ET CULTURELLE

Civico Europa souhaite rééquilibrer le projet européen, qui a essentiellement privilégié la dimension économique et monétaire, pour en faire un projet fondé sur une communauté de destin, reposant sur sept piliers et susceptible de créer les conditions permettant aux Européens de trouver les solutions aux défis actuels et à venir.



_ 1 _

PILIER DEMOCRATIQUE ASSOCIER LES CITOYENS

UNE EDUCATION CIVIQUE POUR TOUS LES EUROPEENS

Le projet européen n'a de sens que s'il vise à servir les citoyens de l'Union. Comme dans toute démocratie, il est indispensable que tous les citoyens aient les connaissances suffisantes et soient au fait de leurs droits et devoirs pour participer au processus politique de l'Union. Comment les citoyens peuvent-ils se sentir véritablement Européens alors que n'existe pas une éducation civique commune?

L'Europe doit être intégrée à l'éducation dans tous les Etats membres. En tant qu'Européens, nous devons connaître ce qui nous unit – nos valeurs communes, mais aussi nos institutions européennes, nos biens communs, nos intérêts. En parallèle, la communication européenne doit être modernisée et être accessible à tous les Européens, plus attractive et plus interactive.

Aujourd'hui, les citoyens d'Europe perçoivent avec difficulté ce qui signifie concrètement la citoyenneté européenne, alors qu'une grande partie profite quotidiennement des bénéfices de l'Union. Il faut rompre ce cercle vicieux.

Outre une éducation civique commune, nous proposons dans cette perspective que le 9 mai devienne un jour de célébration de la démocratie dans les écoles et une occasion de dialogue transnational sur la valeur ajoutée de l'Union.

DES LISTES TRANSNATIONALES POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES. UNE CONDITION POUR UN VERITABLE ESPACE PUBLIC EUROPEEN

L'échelon européen souffre de l'absence d'un espace public: nous traitons avec les différentes sociétés civiles de manière nationale en ayant une connaissance limitée de l'intérêt commun et des possibilités d'interaction entre citoyens de l'Union mais aussi entre citoyens et institutions.

Nous devons lancer des initiatives pour mettre en place un espace public européen où les citoyens européens peuvent échanger leurs préoccupations, dialoguer, développer une compréhension commune des défis, participer à la définition des priorités et contribuer à la construction des politiques publiques. Nous recommandons par exemple la mise en place d'une plate-forme de débat continue.

Plusieurs conditions sont requises pour donner un sens concret aux élections européennes pour nos concitoyens et promouvoir un réel débat démocratique européen:

- les Etats membres doivent renouveler leur engagement selon lequel le futur président de la Commission européenne sera sélectionné en fonction des résultats des élections européennes de sorte que la désignation de ce dernier soit clairement un enjeu des



élections européennes et que les candidats soient amenés à mener campagne à l'échelle de l'Union;

- de manière plus générale, des listes transnationales doivent être établies pour de véritables élections européennes. C'est un élément clé de l'égalité des citoyens devant la loi européenne. Une citoyenneté européenne ne prend tout son sens que si elle se matérialise concrètement dans la loi.

De plus, les règles portant sur des référendums au sujet de l'appartenance à l'UE devraient être clarifiées. L'enjeu est double : éviter un marchandage donnant aux citoyens que l'Europe à la carte est une option possible et éviter une rupture du principe d'égalité des citoyens européens devant la loi européenne.

LE TEMPS EST VENU DE PASSER A UNE NOUVELLE ETAPE DEMOCRATIQUE

Alors que les connaissances sont de mieux en mieux partagées entre les citoyens et les décideurs politiques, le peuple ne se satisfait plus d'une participation politique lors d'élections tous les cinq ans et de quelques *referenda*. Nous devons ainsi compléter la démocratie représentative par des éléments de démocratie délibérative continue. On pourrait ainsi mettre en place des conventions citoyennes et d'autres initiatives revêtant une dimension européenne, facilitant le dialogue politique entre citoyens et l'émergence d'intérêts communs. Un tel processus devrait renforcer le sentiment d'appropriation collective. De telles initiatives citoyennes doivent permettre d'associer les citoyens à la définition des priorités de l'Union et à la construction des politiques européennes et de juguler le malaise historique autour du projet européen.

GARANTIR LA QUALITE DE L'INFORMATION, UN PREREQUIS POUR LA DEMOCRATIE

Enfin, la démocratie a besoin plus que jamais d'un plus grand pluralisme des médias et d'une meilleure qualité de l'information. Dans le monde numérique et des données de masse, la désinformation est un risque majeur. Les institutions nationales et européennes doivent créer les conditions du pluralisme et de la soutenabilité des médias, favoriser la R&D et l'innovation des médias ainsi que les coopérations transfrontalières et une formation européenne pour les journalistes.



_ 2 _

PILIER EDUCATION & CULTURE DES EXPERIENCES EUROPEENNES POUR TOUS

L'AMBITION D'UNE RENAISSANCE DE LA CULTURE ET DE L'EDUCATION

L'éducation et la culture ont été les parents pauvres de la construction européenne. Le projet européen restera distant et théorique des citoyens aussi longtemps qu'un nombre très limité d'entre eux fera l'expérience concrète d'Europe. Nous avons appris ces dernières décennies que les seuls bénéfices économiques ne suffisent pas à créer une appropriation collective. Le processus démocratique est central mais ne peut remplacer ni la culture ni l'éducation.

ERASMUS POUR TOUS

L'expérience de la mobilité et de la diversité culturelle est fondamentale pour permettre aux citoyens européens de s'adapter plus facilement dans un monde changeant, élargir leurs horizons et renforcer la confiance en la communauté.

A cet égard, le défi est simple et ambitieux: faire d'Erasmus une réalité pour tous en généralisant son accès, afin d'élargir les horizons culturels des jeunes Européens et de promouvoir une plus grande égalité, la curiosité, une compréhension commune et le respect.

La démocratisation d'Erasmus doit devenir une priorité pour la Commission européenne. Chaque jeune européen doit pouvoir disposer de financements et de prêts à taux zéro lui permettant d'aller à l'étranger au moins une fois dans le cadre de la "Mobilité européenne".

Nous recommandons ainsi la création d'un "Erasmus des collégiens": une semaine passée à l'étranger au plus jeune âge change durablement la perception de l'autre.

Enfin, Erasmus doit être étendue à l'ensemble des étudiants, des apprentis et jeunes travailleurs.

PROMOUVOIR DES INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES PUISSANTES AU SERVICE DU RAYONNEMENT DE L'EUROPE

Les industries actives dans le domaine de la culture et de la création sont une force majeure pour notre identité commune, ainsi que pour notre économie et notre société, représentant environ 3% du PIB. Elles contribuent également à l'influence européenne sur la scène internationale.

L'Union européenne doit ainsi intensifier et élargir ses programmes de financement de ces industries, depuis *Europe créative* à Horizon 2020, en passant par les fonds structurels européens, mais aussi stimuler les coproductions et les échanges européens (par exemple, séries, documentaires, enquêtes, expositions, théâtre, opéra, danse, musique et autres types



d'art). Il est important de garantir une plus grande accessibilité à ces financements pour les plus petits acteurs actifs sur le marché.

En outre, des réunions interdisciplinaires devraient être encouragées entre opérateurs (artistes, designers, architectes, scientifiques, intellectuels, enseignants et étudiants) afin d'encourager créativité, innovation et dialogue à travers l'Europe. L'art devrait être intégré dans les cursus pédagogiques en primaire et secondaire pour redécouvrir notre civilisation commune.

L'excellence a besoin d'investissement en matière de R&D : nous proposons que le prochain programme cadre de recherche et de développement consacre 5% de son budget aux industries culturelles et créatives, reflétant ainsi la part qui leur est consacrée au niveau du PIB européen et les défis qu'elles représentent en termes de création d'emploi et d'influence culturelle européenne dans le monde.

(RE)DECOUVRIR NOTRE HERITAGE COMMUN

L'entièreté du projet européen repose sur une civilisation partagée qui trouve son reflet dans une culture, une histoire et un patrimoine partagés. Le partage d'un tel modèle d'ouverture et de respect a une forte valeur ajoutée dans le contexte actuel de tentation de repli. En plus de donner force à notre appartenance à une même communauté de valeurs en Europe, cet héritage doit également stimuler le dialogue entre les cultures au niveau mondial.

En 2018, l'année européenne du patrimoine culturel sera une opportunité unique pour les institutions européennes, les Etats membres et la société civile d'intensifier leur coopération dans ce sens.

L'UE et ses Etats membres doivent investir dans la recherche, la compréhension et la dissémination de l'histoire des arts, des sciences et des idées européennes, qui sont au cœur de notre culture commune. Pour les écoles, une histoire du patrimoine commun européen pourrait être développée et enseignée (littérature, musique, architecture, art) renforçant ainsi la connaissance et la compréhension commune de notre culture et notre histoire. Un réseau des maisons européennes de la culture devrait contribuer à mettre en œuvre cette ambition de manière cohérente.

Ces initiatives aideraient à la pleine prise de conscience de l'existence d'une identité plurielle et d'une appartenance multiple, socles d'une citoyenneté européenne, pour promouvoir paix et stabilité en Europe.

RENFORCER LE MULTILINGUISME ET PRESERVER LA DIVERSITE LINGUISTIQUE

La diversité des langues est une grande richesse culturelle en Europe mais est souvent une barrière pour la compréhension, l'intégration, la mobilité et la circulation des productions culturelles en Europe. L'Union européenne doit investir dans l'éducation linguistique et renforcer le multilinguisme. A cet égard, des investissements adéquats doivent aller à des systèmes de traduction automatiques efficaces tirant avantage des plus récents développements technologiques. L'enjeu est clair: permettre aux citoyens européens d'avoir accès dans leur langue à une meilleure qualité de l'information et à davantage de contenus culturels.



_ 3 _

PILIER DEVELOPEMENT DURABLE INNOVER DANS LA QUALITE DE VIE

UNE APPROCHE GLOBALE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Nous aspirons à une société faiblement consommatrice de carbone, respectueuse des ressources naturelles mondiales et garantissant des conditions de vie décentes pour tous. Nous souhaitons promouvoir une approche globale du développement durable, faisant intervenir plusieurs politiques: environnement, énergie, logement, transport, santé et sport, qualité alimentaire et agriculture... Une telle démarche doit être intégrée dans les politiques nationales et européennes.

UN PLAN DE TRANSITION VERS UNE SOCIETE DURABLE

L'Union européenne doit adopter une stratégie de développement durable inclusive et élaborer un plan de transition mobilisant l'ensemble des instruments européens. Outre les engagements adoptés lors de la COP21, la politique industrielle doit également répondre à cette ambition: elle devrait refléter davantage l'impact des révolutions en cours, notamment celles du numérique, du *Big data* ou de l'intelligence artificielle, qui permettent d'optimiser les transports et de promouvoir des circuits courts, et enfin celles de l'économie circulaire, de la réduction de l'utilisation des ressources rares, de la production locale décentralisée, enfin celle de l'énergie durable.

En matière de politique environnementale, nous devrions allouer les programmes d'investissement de l'Union à des mesures d'économie énergétique et à des programmes de rénovation du bâtiment afin de créer de l'emploi local, de générer des économies et d'améliorer la qualité des logements pour les consommateurs. Nous devrions inciter les citoyens à changer leur mode de consommation et leur traitement des déchets. Nous devrions développer la production européenne ainsi que l'appellation efficacité énergétique et faiblement consommatrice de ressources afin de promouvoir la préoccupation environnementale tout au long du cycle de vie, de la production à l'utilisation, en passant par la réutilisation, le recyclage et le traitement.

Nous devrions garantir un système de financement durable environnemental en canalisant davantage d'investissement public et privé dans des infrastructures respectueuses de l'environnement et consommatrices d'énergie renouvelable, et introduire un mécanisme d'alerte pour les flux financiers qui vont contre le développement durable en investissant par exemple dans des infrastructures consommatrices d'énergie fossile.



_ 4 _

PILIER ECONOMIQUE ET INDUSTRIEL OSER INVESTIR ET INNOVER

UN PLAN D'INVESTISSEMENT PLUS PUISSANT CENTRE SUR LES TECHNOLOGIES GENERIQUES CLES

Dans un environnement en constante évolution, notre principal défi sera celui du plein emploi et de la qualité des emplois pour tous. Nous devons aller vers une nouvelle prospérité.

Cet objectif implique:

- des économies sociales de marché compétitives ;
- l'achèvement du marché intérieur ;
- une plus grande coordination des investissements publics et privés dans les industries et compétences critiques permettant d'optimiser leur impact sur le potentiel de croissance de l'Union et de mieux adapter nos économies à la mondialisation ;
- un esprit plus entrepreneurial, innovant et ouvert à la coopération.

Les entreprises de l'Union européenne devraient être en mesure de tirer pleinement profit du marché intérieur européen et d'accélérer leurs investissements.

L'UE et les Etats membres devraient investir plus massivement. En effet, l'administration américaine poursuit la stratégie de ré-industrialisation amorcée par le Président Obama à travers un plan massif d'investissement, et la Chine accélère la globalisation de ses industries.

Un tel effort implique de renforcer le marché intérieur et le plan Juncker. Il devrait combiner investissement public et privé afin de promouvoir innovation et productivité.

Dans une économie toujours plus mondialisée, une "politique industrielle commune" doit soutenir une plus forte "souveraineté économique européenne".

L'Europe doit oser développer sa propre stratégie industrielle et tirer meilleur profit des investissements publics et privés. Nous appelons à des investissements massifs dans les industries clés génériques ("key enabling technologies") et les technologies critiques du futur, qui créeront de l'emploi local, favoriseront de nouveaux services, moderniseront nos économies et accroîtront notre avantage compétitif.

UN MARCHE INTERIEUR EFFICACE POUR AMELIORER LE POTENTIEL DE CROISSANCE

La deuxième étape permettant d'accroître le potentiel de croissance est la finalisation du marché intérieur. Le Marché unique numérique et l'Union de l'énergie y contribueront, mais nous devons aller plus loin.



Les barrières culturelles, politiques ainsi que les peurs subsistent.

Un minimum de coordination fiscale est nécessaire pour éviter la crainte d'une remise en question de nos système sociaux.

Enfin, afin de faciliter des activités économiques transeuropéennes, nous recommandons la promotion d'initiatives concrètes telles qu'un "code européen des affaires", qui pourrait graduellement et de manière pragmatique préfigurer un cadre juridique pour les affaires transeuropéennes, associant différents acteurs tels que les entrepreneurs et les avocats.

LE MOMENT EST VENU DE METTRE EN PLACE "UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE COMMUNE AMBITIEUSE"

Le plan d'investissement doit faire partie d'une "politique industrielle commune" visant une plus grande souveraineté européenne. Par exemple, un plan de développement et de restauration des logements, conjuguant nouveaux matériaux, nouveaux modes de fabrication et technologies numériques pourrait à la fois améliorer la qualité de vie de nos citoyens et nous donner un rôle leader mondial dans ce domaine. L'investissement durable facilitant la numérisation de notre économie devrait également attirer des capitaux étrangers. Nous recommandons également cinq autres plans d'investissement qui devraient porter sur le transport, les énergies renouvelables, les compétences et plateformes numériques, la santé, les industries de la culture et de la création. Les Européens perdent leur avance en matière d'innovation industrielle et scientifique, l'Union ayant du mal à capitaliser dans ses domaines d'excellence, à créer une culture interdisciplinaire ou à investir durablement pour transformer la R&D en opportunités entrepreneuriales. Le temps du sursaut est arrivé. Les Européens qui étaient dans le top 5 et top 10 en matière de superordinateur en 2016 sont à présent relégués au top 20, alors même que ces technologies sont fondamentales pour exploiter les big data et l'intelligence artificielle et qu'elles continuent à se développer dans tous les secteurs: santé, finance, télécommunications, arts de la création, sécurité intérieure et extérieure.

UNE GOUVERNANCE EFFICACE POUR LES BIG DATA

Les *Big data* peuvent radicalement transformer les industries et services européens. Les citoyens souhaitent bénéficier d'une véritable protection de leurs données privées. C'est une singularité européenne qui doit devenir un avantage comparatif. Une gouvernance sur l'utilisation et le partage des données garantissant vie privée, innovation et de meilleurs services pour les citoyens et les consommateurs doit être mise en œuvre aussi vite que possible. Nous recommandons l'emploi des *Big data* pour améliorer les services publics et l'intérêt général notamment en matière de santé, de qualité de l'alimentation et d'objectifs de développement durable. Les *Big data* doivent être intégrées de manière transversale dans la plupart des programmes R&D. C'est ainsi que nous pourrions renforcer la compétitivité de nos économies, renforcer nos modèles sociaux et améliorer la qualité et l'efficacité de nos services publics.



UN DEBAT PUBLIC EUROPEEN SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'intelligence artificielle est un défi sociétal, politique, industriel et économique majeur. Ses développements sont très rapides et pourraient accélérer le rééquilibrage du monde, marginalisant les Européens si nous ne nous saisissons pas du sujet. Nous appelons l'UE et ses Etats membres à organiser un grand débat public sur les défis et l'impact de l'intelligence artificielle, ainsi que sur les moyens d'en tirer profit tout en respectant les valeurs au cœur de notre civilisation.



_ 5 _

PILIER FISCAL ET FINANCIER ADAPTER NOS RESSOURCES A NOS BESOINS

ACCROITRE NOTRE CAPACITE DE FINANCEMENT

Faire de l'UE un nouveau modèle de croissance respectueux des objectifs de développement durable et une entité géopolitique indépendante requiert des investissements privés et publics.

Le système financier et bancaire doit être en mesure de réorienter nos économies vers des investissements prioritaires. Nous avons aussi besoin d'une capacité d'investissement public forte pour entraîner l'investissement privé à la fois au niveau européen et au niveau national.

Le potentiel de l'Union des marchés des capitaux, que nous pourrions maximiser lorsque l'Union bancaire sera achevée, devrait permettre d'investir dans des projets de qualité dans la zone Euro et à travers l'Europe.

Le Fonds Européen pour les Investissements Stratégiques doit être soutenu par une stratégie d'investissement et une politique industrielle ambitieuses et centrées sur quelques priorités: technologies génériques clés critiques, transition énergétique, infrastructures numériques et logistiques, rénovation urbaine, investissements sociétaux et santé ainsi que dans les industries culturelles et créatives, comme indiqué précédemment. Les plateformes d'investissement doivent devenir des plateformes pour l'innovation et intégrer des acteurs pertinents: entreprises (à la fois grandes et petites), institutions de R&D et banques. Elles doivent aussi atteindre une taille critique européenne en organisant des consortia regroupant plusieurs Etats membres et différents niveaux de compétition afin de renforcer les chaînes de production européennes.

Afin de compléter ce plan d'investissement, les budgets nationaux et publics doivent être alloués à d'autres priorités stratégiques considérés comme des biens communs, tels que l'accès à la formation tout au long de la vie, la défense et la sécurité, le soutien au développement, la gestion de la migration dans le voisinage européen. Finalement, la zone Euro doit être réformée pour devenir le moteur de tels changements.

ADAPTER NOS PRIORITES BUDGETAIRES AUX NIVEAUX NATIONAL ET EUROPEEN

Le budget de l'Union doit être repensé afin de correspondre aux nouvelles ambitions du projet européen. Le soutien à la cohésion et à la compétitivité européenne restent des objectifs centraux, mais nous devons nous prendre en compte d'autres priorités qui sont les investissements stratégiques (industriels et pour la transition vers une société durable comme précisés précédemment), la défense et sécurité, la stabilisation et le développement du voisinage, la gestion de la migration et la formation des citoyens européens. Dans ce contexte, le budget de la Politique agricole commune doit être reconsidéré et tenir compte des objectifs de développement durable. La nouvelle programmation du budget communautaire doit aller de pair



avec une évolution de la structure de ressources. Une part plus importante de ressources propres doit remplacer les contributions nationales. A cet effet, de nouvelles ressources propres européennes utilisées pour le financement de biens communs européens doivent être considérées. Les budgets européen et nationaux doivent être pensés en synergie pour optimiser l'impact de la dépense publique et éviter les doublons.

UN BUDGET POUR UNE ZONE EURO DEMOCRATIQUE

Sans étapes claires vers un budget pour la zone Euro, celle-ci restera un espace de divergence systémique, avec des conséquences négatives sur la croissance et la compétitivité européenne.

Alors que les Etats membres ont pris l'engagement de respecter une discipline budgétaire plus rigoureuse, ils devraient concevoir le budget de la zone euro selon les objectifs suivants:

- permettre une stabilisation automatique en cas de choc asymétrique;
- privilégier des réformes et des investissements pour accroître la convergence économique et sociale;
- soutenir des biens communs européens (investissements européens stratégiques, défense, migrants...).

Le premier objectif peut être atteint grâce au Mécanisme européen de stabilité dont la mission pourrait être élargi au soutien des pays faisant l'objet d'un choc asymétrique. Les deux autres objectifs demandent la mise en place de nouveaux instruments européens.

En outre, nous recommandons une meilleure gouvernance de la zone euro. A court terme, des sommets des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone Euro devraient être réactivés.

Nous recommandons également un système de contrôle démocratique de la zone euro. La zone Euro a en effet besoin d'une gouvernance démocratique garantissant intérêts communs, transparence et efficacité.

GARANTIR LES DEPOTS DES CITOYENS

Enfin, la finalisation par étape des trois piliers de l'Union bancaire doit être une priorité. Pour les citoyens, elle devrait apporter plus de confiance. A cette fin, nous recommandons la mise en place d'un système européen de garantie des dépôts. La garantie des dépôts est une préoccupation majeure pour les citoyens européens et devrait contribuer à faciliter la stabilité financière de la zone euro.



_ 6 _

PILIER SOCIAL SECURISER LES TRAVAILLEURS

UNE SECURITE MINIMUM A VIE

De nouveaux droits sociaux et de nouvelles libertés doivent être inventés pour permettre aux citoyens européens de s'adapter tout en bénéficiant d'une sécurité minimum à vie.

La réduction des inégalités et le soutien à la participation et au dialogue social sont fondamentales pour renouveler l'attrait du projet européen auprès de nos citoyens dont les conditions de travail sont profondément transformées par la concurrence mondiale et par les nouvelles technologies, telles que le numérique ou l'intelligence artificielle.

Les systèmes de santé et la régulation du marché du travail devraient être actualisées compte-tenu de l'émergence de plateformes en lignes dans tous les domaines. La mobilité devrait reposer sur une série de droits sociaux transférables.

Le pilier social doit garantir à tous les travailleurs, quels que soient leur travail ou leur secteur d'activité, un contrat de travail intégrant le respect des droits fondamentaux ainsi que l'accès à la protection sociale. Tous les employés doivent bénéficier d'un compte personnel activité leur permettant d'accumuler les droits sociaux tout au long de leur vie professionnelle, ainsi qu'une Carte de Sécurité Sociale Européenne afin d'améliorer la transparence et la possibilité de transfert des droits accumulés à la protection sociale. Ces instruments doivent être ouverts aux entrepreneurs et aux travailleurs indépendants.

GOUVERNANCE SOCIALE ET GOUVERNANCE ECONOMIQUE DOIVENT ETRE PENSEES ENSEMBLE

En outre, le pilier social devrait être une partie intégrante de la gouvernance économique: non seulement les Européens devraient mieux coordonner leurs politiques budgétaire, fiscale et économique, mais également leur politique sociale. Le pilier social européen devrait être traduit en objectifs sociaux de manière à équilibrer les objectifs économiques. Un code de convergence devrait rendre ces objectifs plus précis pour la zone Euro afin d'éviter toute revue à la baisse des systèmes de protection sociale. Aux divergences, il convient de privilégier une convergence économique et sociale par le haut.

Malgré sa diversité, le modèle social européen contribue de manière essentielle au processus d'intégration européenne. A eux seuls, les Etats-membres représentent près de la moitié de la dépense sociale mondiale alors que la population de l'UE représente aujourd'hui 7% de la population de la planète. Aujourd'hui, ce modèle social européen est remis en cause par la mondialisation et par des transformations technologiques plus larges qui produisent des gagnants et des perdants: ces dernières engendrent des inégalités croissantes dans la plupart des Etats membres.



La 4^e révolution industrielle a un impact croissant sur l'emploi, les talents et l'organisation du travail. Une "Union numérique" est nécessaire mais n'est pas suffisante si nous souhaitons des industries et une économie innovantes et fortement créatrices d'emplois en Europe. Cette Union numérique doit pleinement intégrer la dimension sociale. Les précédentes révolutions industrielles se sont traduites par de nouveaux emplois et d'importants gains de productivité. Il n'est pas certain que ce cercle vertueux fonctionne de nouveau. Nous devons réfléchir à la répartition de la création de valeur pour garantir la cohésion de nos sociétés ainsi que notre capacité à réformer et à nous transformer. Les nouvelles méthodes de travail doivent garantir un certain niveau de sécurité en matière de droits sociaux et de droit du travail. Les bénéfices et gains de productivité de cette 4^e révolution industrielle devraient être équitablement distribués pour garantir la cohésion de nos sociétés garante de la stabilité nécessaire à la création de richesses sur le long terme.

Le dialogue social ainsi que les négociations collectives sont caractéristiques du modèle sociale européen. L'innovation technologique doit aller de pair avec l'innovation sociale, soutenue par des politiques d'investissement social. Il conviendra de réconcilier les citoyens avec une Union engagée pour une prospérité profitant à tous.

SE CONCENTRER EN PARTICULIER SUR LA JEUNE GENERATION

Les jeunes doivent pouvoir compter sur le pilier social européen pour faire carrière, obtenir des conseils, de doter des compétences, être soutenus dans la recherche d'emploi, avoir des conditions décentes de travail, avoir accès au logement, aux services de santé et à la protection sociale où qu'ils soient.

Notre priorité doit également être d'investir au profit des enfants: tous les enfants doivent avoir un accès universel à une éducation et à la santé. Les parents, à la fois les mères et les pères, doivent pouvoir compter sur des congés payés ou plus de flexibilité dans le temps de travail. Les services de santé professionnelle, y compris pour les personnes âgées, peuvent créer des millions de nouveaux emplois en Europe tout en dégageant du temps pour les parents leur permettant de se consacrer à l'éducation de leurs enfants.

La Garantie jeunesse doit être améliorée et renforcée. Il est fondamental d'investir dans la jeunesse et ses compétences si nous voulons lui offrir un accès sécurisé au marché du travail. En assurant une meilleure coopération entre les institutions éducatives, les services pour l'emploi publics et privés, les associations pour la jeunesse ainsi que les partenaires sociaux, la Garantie jeunesse doit être mieux dotée et soutenir l'ensemble des territoires européens qui en ont besoin.



LA GARANTIE DES COMPETENCES UN NOUVEAU DROIT SOCIAL POUR TOUS LES EUROPEENS

Une stratégie globale des compétences, soutenue financièrement par l'UE, est requise pour former les citoyens européens. La garantie des compétences doit être transformée en un droit social du 21^e siècle pour tous les citoyens européens, offrant une remise à niveau gratuite et régulière des compétences, notamment dans le domaine numérique. De nouvelles tendances sur le marché du travail, notamment "l'économie des petits boulots", peut créer de nombreux emplois et faciliter la transition entre différents emplois.

Le vieillissement de la population active est aussi l'une des caractéristiques du continent européen et demande des adaptations. Il convient de soutenir des vies professionnelles plus longues en partageant les expériences entre générations, en soutenant la protection sociale pour tous et en utilisant le potentiel de la génération sénior: formation tout au long de la vie, participation à la gouvernance, gestion des ressources, etc.



_ 7 _

PILIER AFFAIRES ETRANGERES, SECURITE ET MIGRATION PRENDRE NOS RESPONSABILITES EN FAVEUR D'UN MONDE MEILLEUR

ASSUMER NOS RESPONSABILITES

Le système multilatéral et les organisations internationales sont affaiblies par un monde en constante évolution, marqué par la perte de vitesse des alliances entre démocraties et par le besoin, pour les Européens, de se doter de leurs propres moyens pour assurer la sécurité, la défense et la protection de leurs citoyens et de leurs intérêts. Les défis auxquels les Européens sont confrontés, par exemple en matière de terrorisme, de migration, de mondialisation économique, d'énergie et de changement climatique, ignorent les frontières nationales et exigent une Europe efficace et unie. Les Etats membres ne sont pas capables de répondre seuls à ces défis. La sécurité du continent européen a besoin d'être renforcée si nous voulons nous protéger, réinstaurer et moderniser le système multilatéral et résoudre les conflits présents et futurs.

Dans un monde imprévisible et incertain, nous devons combiner la puissance militaire, la puissance diplomatique et d'influence, la première conditionnant la seconde. Un véritable tournant en matière de sécurité et de défense est indispensable. Nous devons aller au-delà de la simple coordination entre Etats membres, qui conduit à des inefficacités budgétaires et opérationnelles. La mutualisation des ressources est un devoir. L'Europe doit être plus qu'un financeur d'actions humanitaires et d'opérations de gestion de crise. Nous devons prendre nos responsabilités sans plus tarder.

UNE UNION DE LA SECURITE ET DE LA DEFENSE POUR PROTEGER LES EUROPEENS

Nous proposons ainsi une Union de la Sécurité et de la Défense organisée autour de quatre fondamentaux:

Premièrement, le renforcement de la sécurité intérieure conditionne la libre circulation des citoyens. Les Etats membres doivent respecter leurs engagements en matière de police et de justice et renforcer l'échange d'informations entre services de police (Europol), entre services de justice (Eurojust) et entre services secrets.

La mise sur pied d'une véritable Agence européenne de cyber-sécurité est indispensable. Sa mission doit être de détecter, de prévenir et de répondre aux cyber-attaques visant les Etats membres, tout en garantissant la confidentialité et la sécurité des données. Le fonctionnement de nos démocraties pourrait être perturbé par des attaques transnationales contre nos réseaux et nos infrastructures critiques. Les attaques sont souvent simultanées et déterritorialisées. Les menaces sont volatiles et permanentes et pourraient amoindrir les externalités positives de la numérisation de l'économie. L'Union devrait investir massivement dans les compétences, logiciels et matériels cyber afin de réduire nos dépendances extérieures. L'Union devrait aussi jouer un rôle leader pour mettre en place un cadre international pour la stabilité d'internet: la



cyber-sécurité sera le prochain champ de bataille stratégique. Nous demandons une feuille de route précise pour mettre en œuvre ces objectifs.

Deuxièmement, le moment est venu de mettre en place une Force européenne de défense robuste, capable de s'appuyer sur un Quartier général militaire et civil, d'être déployée rapidement dans le voisinage immédiat de l'Europe afin de protéger les pays les plus exposés et des citoyens européens. Dans le contexte actuel, et même si une coordination européenne au sein de l'OTAN est cruciale, l'Union ne peut pas s'en remettre uniquement à l'OTAN comme garant de sa sécurité. L'Union doit compléter rapidement son architecture de sécurité. Nous ne comptons aujourd'hui que 5000 militaires déployés sous le drapeau européen alors que nous disposons en Europe de près de 1,5 millions de militaires et que nous connaissons un niveau de menace très élevé. Une telle situation n'est plus tenable.

A cet égard, une étape clé est la mise en place d'un Fonds européen de défense pour faciliter le développement commun et l'acquisition de capacités de défense et le déploiement de futures opérations militaires de l'Union. Le principe de la préférence européenne pour l'acquisition d'équipement de défense est également fondamental.

Une seconde étape est également la compréhension commune des défis auxquels nous faisons face. Nous proposons ainsi:

- la création d'une académie diplomatique et de défense;
- un centre européen de prévision et d'analyse du contexte international;
- la rédaction d'un Livre blanc stratégique comprenant une évaluation du contexte global, des alliances et le développement d'une influence diplomatique. Sa rédaction devrait associer les citoyens européens dans le cadre de conventions thématiques sur la sécurité et la défense de l'Union. Ce processus devrait être lancé d'ici la fin de l'année.

Enfin, les Européens doivent être capables de répondre de manière efficace aux crises transnationales, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union. Ces crises peuvent être de différentes origines : tsunamis, tremblements de terre, feux, inondations, attaques terroristes, etc.

Nous recommandons ainsi la mise en place d'une force européenne de protection civile.

MIGRATIONS

Une bonne gestion des frontières extérieures de l'UE est une attente essentielle des citoyens. Nous avons besoin d'une Agence européenne de garde-côtes capable d'exécuter des missions de contrôle des frontières de son propre gré et de mieux soutenir les Etats membres les plus exposés dans la gestion des flux de migrants. Toutefois, nous ne croyons pas à une Europe murée.

Nous avons besoin d'une politique européenne de l'asile, gérée par une Agence européenne de l'asile dont les missions seraient :

- de collecter et traiter les demandes d'asile;
- de relocaliser les demandeurs d'asile selon des objectifs définis, tenant compte d'une forme de solidarité y compris budgétaire;
- de soutenir financièrement et techniquement les autorités locales souhaitant accueillir des réfugiés ainsi que les structures locales et ONG facilitant l'intégration des demandeurs d'asile.



Enfin, nous suggérons également la création un Haut conseil de l'Union européenne pour la migration et l'intégration en charge de:

- définir et analyser les défis de moyen et long terme en matière de réfugiés, migration et intégration;
- aider à une compréhension commune de ces défis;
- identifier les meilleurs pratiques.

VERS UNE PUISSANCE GLOBALE D'INFLUENCE ET DE TRANSFORMATION

Une Union de la Sécurité et de la Défense renforcera la crédibilité de la politique étrangère de l'Union, indispensable pour promouvoir les intérêts européens et nos valeurs à nos frontières, dans notre voisinage et dans le monde entier.

Une puissance globale pacifique est indispensable.

Elle doit reposer sur:

- une culture diplomatique commune;
- une revue stratégique de la situation internationale;
- une pensée stratégique sur l'avenir de nos alliances;
- un programme de « puissance douce » (soft power).

Quatre objectifs majeurs devraient être assignés à cette politique étrangère européenne:

Stabiliser notre voisinage et soutenir son développement démocratique et sa croissance. Nous devons nous concentrer sur le voisinage oriental et méditerranéen, mais aussi sur le continent africain qui est à la fois un défi et une opportunité pour l'Europe.

Réhabiliter et moderniser le système multilatéral afin de prévenir et de gérer les conflits, de gérer les défis présents et futurs en promouvant un agenda de développement durable; une stratégie renouvelée de partenariats stratégiques avec les puissances globales et les acteurs régionaux clés doit répondre à ces nécessités.

Donner une nouvelle impulsion à notre stratégie commerciale, en nous appuyant sur des accords de libre échange qui privilégient la promotion de hauts standards sociaux, sécuritaires et environnementaux et en associant davantage les citoyens à leur préparation.

Améliorer et renforcer notre politique d'élargissement, en étant plus ambitieux en matière de mise en œuvre des critères de Copenhague au sein des pays candidats. Cet accompagnement doit se baser sur une compréhension et un dialogue mutuel, mais aussi des engagements clairs vers une adhésion effective et une transposition des valeurs, principes et réglementations européens. C'est ainsi que l'Europe peut démontrer sa puissance d'influence et permettre les réformes politiques et économiques indispensables aux pays candidats. La continuation du processus d'élargissement, et en particulier au sein des Balkans, demeure un enjeu géopolitique et sécuritaire majeur pour l'Union. Nous sommes par ailleurs conscients que ce processus est long et qu'il ne peut



fonctionner que s'il s'accompagne d'un renforcement du système institutionnel et d'une amélioration du processus de prise de décision.

En ces temps incertains où peuvent s'affronter les nationalismes et les extrémismes, l'Union européenne doit être une référence centrale afin de promouvoir un ordre mondial reposant sur des valeurs fondamentales, une dynamique démocratique en mesure d'articuler réalités locales, nationales, régionales et mondiales, et une coopération internationale centrée sur la stabilité, la paix et la résolution de défis majeurs pour l'avenir de l'humanité. Le monde attend également un tel message des dirigeants et des populations européennes en cette année du sixantième anniversaire des traités de Rome.



CIVICO

• • • europa

CONTACT

Nicola Accardo
+32 (0) 485 69 93 78
nicola.accardo@coleurope.eu
www.civico.eu